

PRINCIPES GÉNÉRAUX DES MODÈLES MACROÉCONOMIQUES

Jean-Luc Tavernier

Séance plénière du 26 mars 2026 du Conseil d'orientation des retraites

À court terme, l'activité est déterminée par la demande

$$Y = C + I + G + (X - M) + \Delta S$$

Y : le PIB

C : la consommation

I : l'investissement

G : la dépense publique

X : les exportations

M : les importations

ΔS : la variation des stocks

À long terme, l'activité est déterminée par les conditions de l'offre

$$Y^* = \text{Emploi} \times \text{Productivité}$$

Emploi : nombre de personnes en âge de travailler multiplié par le taux d'emploi qui dépend en conjoncture moyenne de facteurs structurels (comportement d'activité, efficacité des institutions en matière de travail et d'emploi)

Productivité : la productivité du travail qui peut dépendre du capital productif disponible

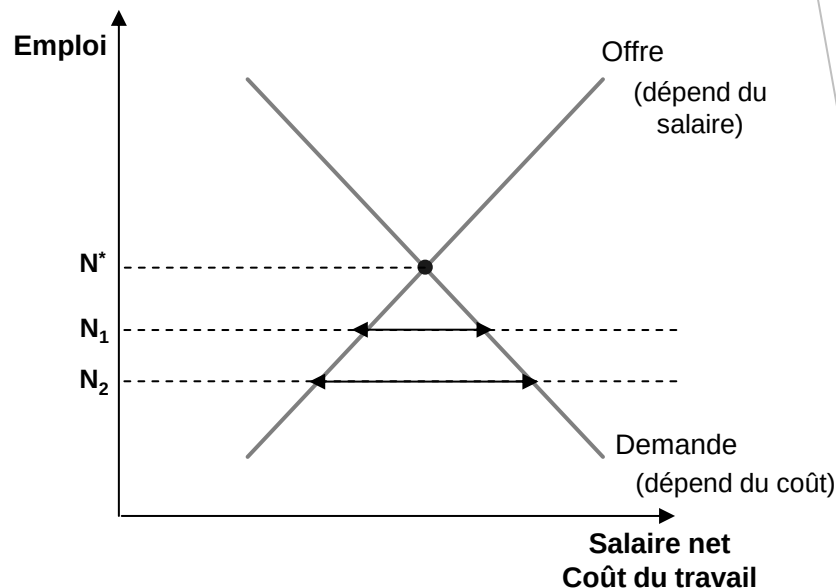
Le passage du court terme au long terme dépend des modèles, et fait intervenir le système des prix (à la consommation, à la production et les salaires).

Lorsqu'on accroît la demande et que l'économie est en surchauffe (excès de demande Y par rapport à l'offre Y^*), les prix et les salaires augmentent, ce qui a des conséquences négatives sur les échanges extérieurs (et possiblement sur la consommation).

L'équilibre sur le marché du travail est la clé

Le taux d'emploi va dépendre :

- Du fonctionnement des institutions (service public de l'emploi, formation initiale et professionnelle, etc.)
- Des prélèvements sur les salaires



Plus le « coin fiscal-social » (largeur de la flèche) est élevé, plus l'emploi se réduit : soit le coût du travail augmente du point de vue des entreprises, soit l'intérêt à travailler se réduit du point de vue des salariés (même si, dans une logique de salaires différés, une augmentation de cotisations pour financer des prestations contributives peut être davantage neutre sur l'offre de travail).

Le modèle du CEPREMAP fonctionne assez différemment

Les agents sont hétérogènes :

certains sont contraints financièrement, d'autres ne le sont pas ; ils ont des propensions marginales à consommer leur revenu différentes

Rôle des anticipations :

le comportement des ménages non contraints dépend de leurs anticipations de revenu

Rôle des marchés financiers (fonds prêtables) :

mais avec une vision d'économie fermée (pas de marché internationaux des capitaux) qui peut conduire à de grands mouvements sur les taux d'intérêt

Première variante : modération des pensions

- **À court terme** : baisse des revenus, donc de la consommation, de la demande et de l'activité
- **Puis progressivement**, l'effet de la modération des prix et des salaires sera favorable aux échanges extérieurs
- **À long terme** : la logique serait d'être proche de la neutralité (rien ne perturbe à terme le marché du travail)

Les anticipations de baisse du revenu à la retraite peuvent conduire les actifs à épargner davantage (ce qui est présent dans le modèle du CEPREMAP avec un effet en retour favorable sur le taux d'intérêt). *A contrario*, aucun des modèles ne modélise d'effet ricardien (moins de retraites → moins de prélèvement à l'avenir).

Deuxième variante : Hausse des cotisations salariales

- **Même logique de court et moyen terme** que pour la modération des pensions (moins de demande)
- **Effet à long terme plus défavorable** si on estime que les salariés réagissent à la hausse des cotisations en demandant un salaire brut supérieur et/ou en réduisant leur offre de travail

Troisième variante : Hausse des cotisations employeurs

Effets de court terme différents des variantes précédentes :

- **Pas d'effet instantané** sur le revenu des ménages et leur consommation
- **Mais des effets négatifs** sur d'autres composantes de la demande :
 - l'investissement est pénalisé par moins de profitabilité et/ou moins de trésorerie
 - le commerce extérieur est pénalisé par la hausse des coûts et donc par une perte de compétitivité
- **Effet induit** sur l'emploi, le revenu des ménages et la consommation

Les dynamiques varient d'un modèle à l'autre. Toutefois, même si les effets à court et moyen terme passent par plusieurs composantes de la demande, cela n'implique pas forcément qu'ils soient plus forts que dans la variante de la hausse des cotisations salariales.

À long terme, les salaires nets s'ajustent, après un épisode de hausse du chômage et les effets sont équivalents à ceux de la variante précédente (si on ne tient pas compte de l'existence du SMIC)

Quatrième variante : recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite (1/2)

Dynamique de court terme plus incertaine que l'effet à long terme

L'accroissement de la population active a un effet mécanique sur l'offre, c'est déterminant pour l'activité à long terme (pas de raison de compenser par des pertes de productivité) qui augmente et améliore l'ensemble des finances publiques, contrairement aux variantes précédentes.

L'effet sur les composantes de la demande, à court terme, est plus difficile à modéliser, notamment pour la consommation des ménages :

- a priori, effet ambigu sur les revenus (moins de pension, mais plus de salaires et/ou d'autres allocations)
- a priori, effet ambigu sur les comportements d'épargne (anticipation de revenus plus élevés peut conduire à moins épargner, effet de court terme sur le chômage peut conduire à une épargne de précaution)

Quatrième variante : recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite (2/2)

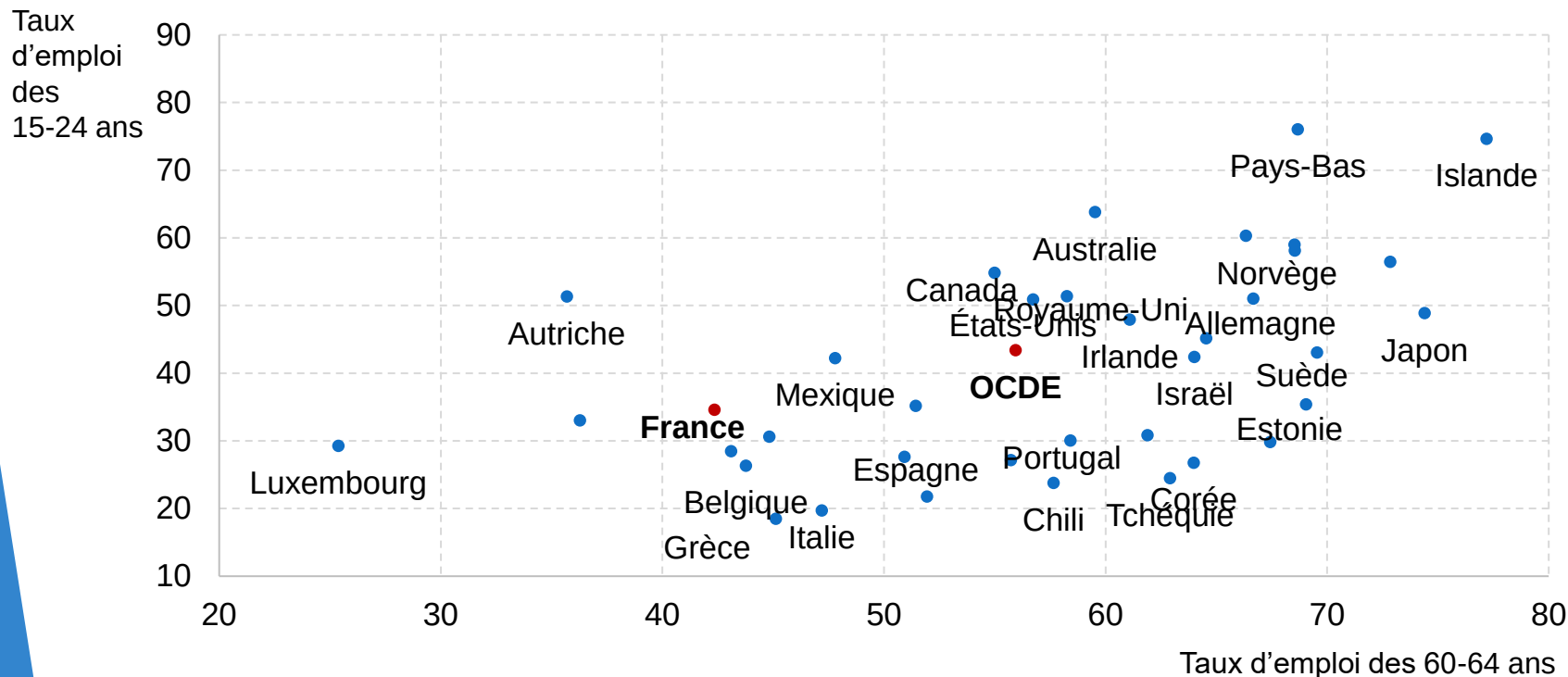
Ce qui sera déterminant pour la dynamique de court et moyen terme, c'est **l'effet de ce surcroît de population active sur l'emploi et le chômage**

- Empiriquement, ceux qui sont en emploi le restent plus longtemps, ceux qui sont chômeurs également
- Choix à faire sur les substitutions avec des emplois de jeunes ou d'âges médians (littérature plutôt optimiste, mais pas unanime)

En tous les cas, traitement particulier par rapport à un choc de population active (de type immigration ou changement brutal de comportement des inactifs), car l'incidence immédiate sur l'emploi est plus forte.

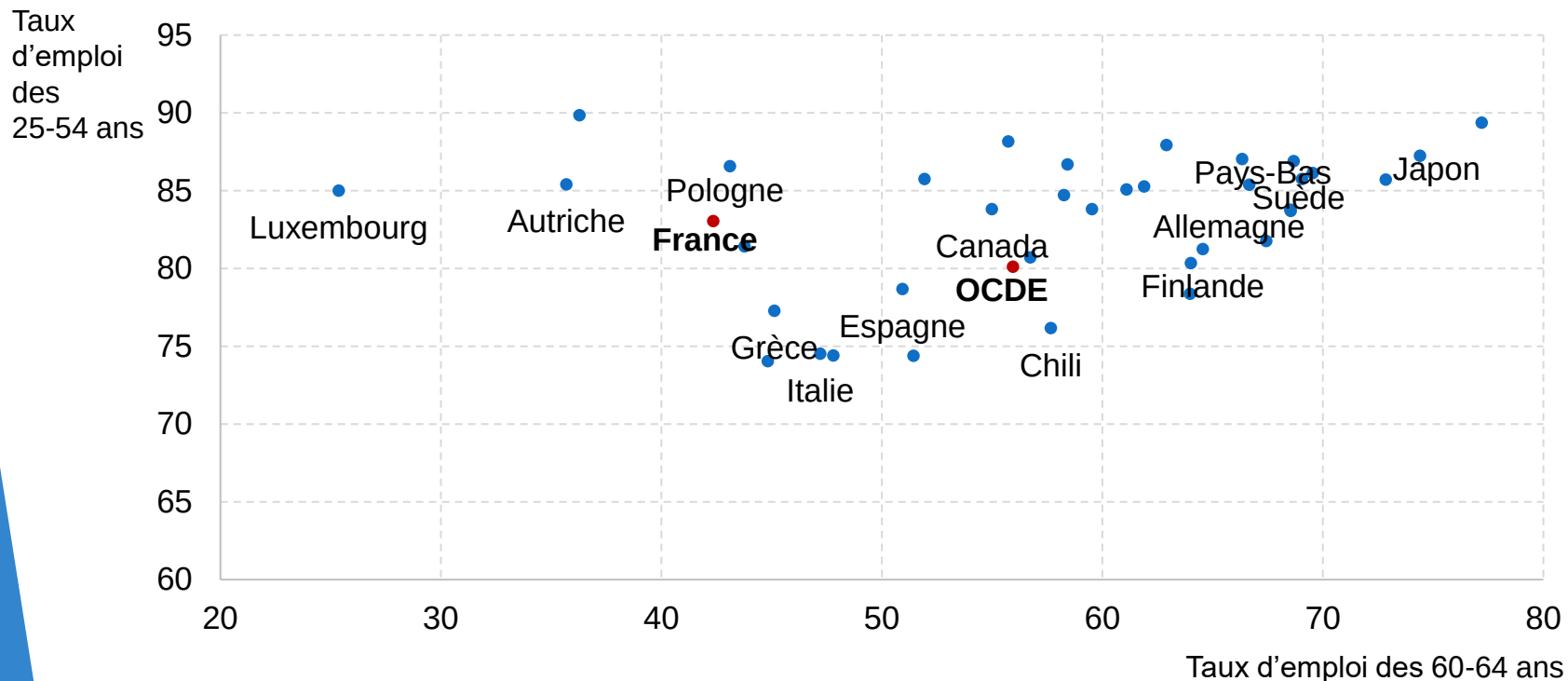
Dans quelle proportion ? Cela dépend également des conditions conjoncturelles du moment (déficit de demande *versus* difficulté de recrutement), ce que les modèles peuvent difficilement prendre en compte.

Taux d'emploi des seniors et des jeunes dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE

Taux d'emploi des seniors et des 25-54 ans dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE